

378896-2026 - Verseny

Franciaország – Vízkezelő szerek (víztisztító és vízlágyító szerek) – Approvisionnement de produits destinés au traitement de l'eau de consommation humaine (EDCH) au profit de la Marine nationale.

OJ S 105/2026 03/06/2026

Eljárást megindító vagy koncessziós hirdetmény – klasszikus ajánlatkérőkre vonatkozó szabályok

Árubeszerzés

1. Vevő

1.1. Vevő

Hivatalos név: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

E-mail-cím: dssf-brest.contact-demarche.fct@def.gouv.fr

Az ajánlatkérő szervezet jogi típusa: Központi kormányzati szerv

Az ajánlatkérő szerv tevékenysége: Védelem

2. Eljárás

2.1. Eljárás

Cím: Approvisionnement de produits destinés au traitement de l'eau de consommation humaine (EDCH) au profit de la Marine nationale.

Leírás: Achat de produits pour traitement de l'eau tels que : Séquestrant bidon de 1L, Metabisulfite en sac de 25Kg, Bicarbonate de soude 25kg, Hypochlorite de sodium en bidon de 5L EN 901, etc.

Eljárásazonosító: b2bd9b57-c32c-43b1-b196-29ed7cddb014

Belső azonosító: A26B00165

Az eljárás típusa: Zárt

Az eljárás gyorsított: nem

Az eljárás legfontosabb jellemzői: La présente publication concerne uniquement un appel à candidature. Le dossier de consultation sera envoyé ultérieurement et uniquement aux candidats admis à soumissionner.

2.1.1. Cél

A szerződés jellege: Árubeszerzés

Fő osztályozás (cpv): 24962000 Vízkezelő szerek (víztisztító és vízlágyító szerek)

További osztályozás (cpv): 35520000 Alkatrészek hadihajókhoz, 50640000 Hadihajókkal kapcsolatos javítási és karbantartási szolgáltatások

2.1.2. A teljesítés helye

Postacím: BCRM DE BREST - DSSF BREST - SAT AO

Város: BREST CEDEX 9

Irányítószám: 29240

Ország alegysége (NUTS): Finistère (FRH02)

Ország: Franciaország

További információk: Adresse du Pouvoir Adjudicateur. Les adresses des lieux d'exécution des prestations sont donnée(s) au paragraphe 5.1.2.

2.1.4. Általános információk

Jogalap:

2009/81/EK irányelv

2.1.6. Kizárási okok

Indokok kizáráásra forrása: Hirdetmény

A közbeszerzési eljárásban való részvételből fakadó összeférhetetlenség: Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique. Les candidatures n'ayant pas été écartées sont examinées au regard des conditions fixées par les articles R. 2342-4 à R. 2342-6 du code de la commande publique.

5. Rész

5.1. Rész: LOT-0001

Cím: Approvisionnement de produits destinés au traitement de l'eau de consommation humaine (EDCH) au profit de la Marine nationale.

Leírás: Achat de produits pour traitement de l'eau tels que : Séquestrant bidon de 1L, Metabisulfite en sac de 25Kg, Bicarbonate de soude 25kg, Hypochlorite de sodium en bidon de 5L EN 901, etc.

Belső azonosító: A26B00165

5.1.1. Cél

A szerződés jellege: Árubeszerzés

Fő osztályozás (cpv): 24962000 Vízelkezelő szerek (víztisztító és vízlágyító szerek)

További osztályozás (cpv): 35520000 Alkatrészek hadihajókhoz, 50640000 Hadihajókkal kapcsolatos javítási és karbantartási szolgáltatások

5.1.2. A teljesítés helye

Postacím: BCRM de BREST - SLM de Brest - Salle de réception - Base Navale de Brest

Város: Brest cedex 09

Irányítószám: 29240

Ország alegysége (NUTS): Finistère (FRH02)

Ország: Franciaország

5.1.3. Becsült időtartam

Időtartam: 6 Hónapok

5.1.4. Megújítás

A megújítások maximális száma: 0

5.1.6. Általános információk**Fenntartott részvétel:**

A részvétel lehetősége mindenki előtt nyitott.

Nem uniós forrásokból finanszírozott közbeszerzési projekt

Ebben a közbeszerzésben kis- és közép vállalkozások (kkv-k) is részt vehetnek: igen

További információk: Pour les candidats établis dans l'Union européenne (hors France) : 1) tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. 2) un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement de l'opérateur économique, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-1, aux 1° et 3° de l'article L. 2341-4 ainsi qu'à l'article L. 2341-3 du code de la commande publique. Lorsque les autorités compétentes du pays d'

origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 et à l'article R. 2343-8 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'est pas prévu, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement du candidat. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente régie par le droit étranger, il produit la copie du ou des jugements prononcés conformément à l'article R. 2343-9 du code de la commande publique. 3) un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée à l'article L. 2341-2 du code de la commande publique ; 4) un document mentionnant leur numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ou, si le candidat n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. 5) un document attestant de la régularité de leur situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'ils sont à jour de leurs déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. 6) lorsque leur immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants : a) un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ; c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. 7) une liste nominative des salariés étrangers employés, s'ils sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun d'entre eux : date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-4 du code du travail). 8) l'indication des lots sur lesquels le candidat postule (en cas de marché alloti). À défaut, la candidature sera prise en considération pour l'ensemble des lots.

5.1.9. Alkalmazási követelmények

Selekciós kritériumok forrásai: Hirdetmény

Kritérium: Bejegyzés a cégregisterbe

Kiválasztási kritérium leírása: Aptitude à exercer l'activité professionnelle Situation personnelle d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion. # Le candidat (ou le groupement) devra produire le formulaire DC1 dans son intégralité PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou une lettre de candidature avec informations équivalentes et une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique. # Le candidat devra produire un formulaire DC2 PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou document équivalent. # Si le candidat en redressement judiciaire, produire la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou procédure étrangère équivalente conformément à l'article R.

2343-9 du code de la commande publique. # Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique, mentionné au 1° de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique. # Tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. # Une attestation fiscale et un certificat social délivré par l'organisme de recouvrement des contributions et cotisations sociales justifiant de la régularité fiscale et sociale.

Kritérium: Teljes éves forgalom

Kiválasztási kritérium leírása: Capacité économique et financière Situation économique et financière d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion # Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Kritérium: Hivatkozások a meghatározott szállításokra

Kiválasztási kritérium leírása: Capacité technique et professionnelle Capacité technique et/ou professionnelle d'opérateurs économiques susceptibles d'entraîner leur exclusion # Liste des principales livraisons réalisées dans le domaine de produits destinés au traitement de l'eau effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (public ou privé). La preuve des livraisons et de l'exécution des prestations de service les plus importantes est apportée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Kritérium: Információbiztonság

Kiválasztási kritérium leírása: Pas de restriction en matière d'accès aux documents.

5.1.10. Odaítélési szempontok

Az alkalmazandó módszer ismertetése, ha a súlyozás kritériumokkal nem fejezhető ki: Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation et ses annexes, dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif.

5.1.11. Közbeszerzési dokumentumok

Azok a nyelvek, amelyeken a közbeszerzési dokumentumok hivatalosan elérhetők: francia
A közbeszerzési dokumentumok címe: www.marches-publics.gouv.fr

5.1.12. A közbeszerzésre irányadó feltételek

A benyújtás feltételei:

Az alvállalkozásba adás kötelező feltüntetés: Nincs utalás alvállalkozásba adásra

A benyújtásra használható cím: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Leírás: Présentation par voie électronique Requête. Mise à disposition des documents de la consultation L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'en cours de consultation, tous

les renseignements seront dématérialisés sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACe), accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou depuis le portail www.achats.defense.gouv.fr. Le candidat doit s'inscrire en utilisant une adresse électronique valide. Cette adresse est la seule voie de transmission au candidat des éventuelles modifications du dossier ou des informations complémentaires survenant en cours de procédure. Il appartient donc au candidat de relever son courrier électronique régulièrement et de s'assurer que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' est accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans son entreprise. Le candidat doit prendre ses dispositions pour permettre le traitement des correspondances avec le service dans un délai compatible avec la procédure. À cet effet, il est invité à communiquer plusieurs adresses mails en l'absence de boîte fonctionnelle de l'entreprise. Dans tous les cas, l'administration ne saurait être tenue responsable de la non réception des éléments transmis en cours de consultation.

Modalités de transmission des candidatures Le principe retenu est la transmission des candidatures et des offres par voie électronique sauf besoin justifié. L'administration impose le mode de transmission électronique pour l'ensemble de la consultation. Pour chaque étape de la procédure, les candidats et soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'acheteur (article R. 2332-11 du code de la commande publique). Tout pli reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis.

Plis par voie électronique Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la plateforme des achats de l'État accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr. Les modalités d'inscription des candidats et de dépôt des plis sont explicitées sur la plateforme des achats de l'État. En cas de difficultés, une assistance téléphonique ainsi qu'un courriel sont à la disposition des entreprises. Dans la rubrique aide un guide utilisateur entreprise est disponible et répond aux interrogations des opérateurs. Pour ce mode de transmission, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants : -

Certificat numérique Le pouvoir adjudicateur impose la signature des documents en phase d'offre. En phase d'offre, les documents transmis par voie électronique seront signés numériquement avec un certificat numérique conforme aux dispositions en vigueur relatives à la signature électronique dans les marchés publics. Attention, la délivrance du certificat est soumise à un délai. Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature proposé par la plateforme des achats de l'État, il fournira gratuitement la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. -

Copie de sauvegarde Les opérateurs ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres électroniques. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ». Il doit être transmis par voie postale à l'adresse figurant au point 1 de l'avis. -

Format Les documents transmis doivent être compressés. L'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus. A cet effet, seuls les formats suivants sont acceptés : Word 2000, Excel 2000, PowerPoint 2000, PDF/A 1b, JPG, zip (winzip, filzip, etc.), ou équivalents tous compatibles PC. Le cas échéant, le candidat consultera l'administration pour s'assurer de la possibilité d'utiliser d'autres formats.

Az ajánlatokat vagy részvételi jelentkezéseket ezeken a nyelveken lehet benyújtani: francia
Változatok: Nem megengedett

Az ajánlattevők több ajánlatot nyújthatnak be: Nem megengedett

A pénzügyi biztosíték ismertetése: Conformément aux articles L. 2391-7 et R. 2391-21 à R. 2391-24 du code de la commande publique, le marché peut prévoir une retenue de garantie.

A részvételi jelentkezések beérkezésének határideje: 06/07/2026 16:00:00 (UTC+02:00) Kelet-európai idő, nyári időszámítás szerinti közép-európai idő

A szerződés feltételei:

A szerződést védett foglalkoztatási programok keretében kell teljesíteni: Nem

A szerződés teljesítésére vonatkozó feltételek: Sans objet

Elektronikus számlázás: Kötelező

A szerződést elnyerő ajánlattevők csoportjának kötelező jogi formája: Groupement Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. En application de l'article R. 2342-12 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. De plus, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter une offre en agissant à la fois : - en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements; - en qualité de membres de plusieurs groupements; - en cas de groupement d'opérateurs économiques, celui-ci devra revêtir la forme d'un groupement d'entreprise solidaire pour l'attribution du marché. La constitution d'un groupement et la modification d'un groupement sont acceptées entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du groupement ont été autorisés à présenter une offre ou à y participer, au moins en tant que sous-contractant accepté dans la phase de candidature, et le groupement modifié ou nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Pénzügyi megállapodás: Le financement est assuré exclusivement par les ressources budgétaires de l'État. La monnaie de compte est l'euro. Modalités de financement : Les règlements s'effectuent par virement avec délai de paiement à 30 jours maximum conformément aux dispositions des articles L. 2392-10 et R. 2392-10 du code de la commande publique.

Alvállalkozás:

Alvállalkozásba adásra vonatkozó kötelezettség nem áll fenn.

5.1.15. Sajátos beszerzési módszerek

Keretmegállapodás:

Nincs keretmegállapodás

A dinamikus beszerzési rendszerre vonatkozó információk:

Nem dinamikus beszerzési rendszer

5.1.16. További információk, közvetítés és felülvizsgálat

Felülvizsgálati szervezet: Tribunal Administratif de Rennes

A felülvizsgálati határidőkre vonatkozó információk: La procédure peut faire l'objet : - d'un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, en application des articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative ; - d'un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de Justice Administrative, pouvant être exercé conformément aux termes de l'article R. 551-7 du Code de Justice Administrative, au plus tard le 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution du marché ; - d'un recours en contestation de la validité du contrat, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché.

A közbeszerzési eljárással kapcsolatban további információt nyújtó szervezet: MARINE /DCSSF/DSSF/Brest

A közbeszerzési dokumentumokhoz offline hozzáférést biztosító szervezet: MARINE/DCSSF /DSSF/Brest

A felülvizsgálati eljárásokról további információkat nyújtó szervezet: MARINE/DCSSF/DSSF /Brest

Részvételi jelentkezéseket fogadó szervezet: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Ajánlatokat feldolgozó szervezet: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

8. Szervezetek

8.1. ORG-0001

Hivatalos név: MARINE/DCSSF/DSSF/Brest

Postacím: BCRM de BREST – DSSF BREST / Secrétariat des offres – SDFC/DMAP – CC45

Város: Brest cedex 9

Irányítószám: 29240

Ország alegysége (NUTS): Finistère (FRH02)

Ország: Franciaország

E-mail-cím: dssf-brest.contact-demarche.fct@def.gouv.fr

Telefonszám: +33 298140706

Információcsere végpontja (URL): www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

E szervezet szerepei:

Vevő

A közbeszerzési eljárással kapcsolatban további információt nyújtó szervezet

A közbeszerzési dokumentumokhoz offline hozzáférést biztosító szervezet

Részvételi jelentkezéseket fogadó szervezet

Ajánlatokat feldolgozó szervezet

A felülvizsgálati eljárásokról további információkat nyújtó szervezet

8.1. ORG-0002

Hivatalos név: Tribunal Administratif de Rennes

Postacím: Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – CS 44416

Város: Rennes cedex

Irányítószám: 35044

Ország alegysége (NUTS): Ille-et-Vilaine (FRH03)

Ország: Franciaország

E-mail-cím: greffe.ta-rennes@juradm.fr

Telefonszám: +33 299250366

E szervezet szerepei:

Felülvizsgálati szervezet

8.1. ORG-0000

Hivatalos név: Publications Office of the European Union

Regisztrációs szám: PUBL

Város: Luxembourg

Irányítószám: 2417

Ország alegysége (NUTS): Luxembourg (LU000)

Ország: Luxemburg

E-mail-cím: ted@publications.europa.eu

Telefonszám: +352 29291

Internetcím: <https://op.europa.eu>

E szervezet szerepei:

TED eSender

A hirdetményre vonatkozó információk

A hirdetmény azonosítója/verziója: 2eaad89c-756c-4c36-94e8-7a4c6c8c7a29 - 01

Hirdetményminta típusa: Verseny

A hirdetmény típusa: Eljárást megindító vagy koncessziós hirdetmény – klasszikus
ajánlatkérőkre vonatkozó szabályok

A hirdetmény altípusa: 18

A hirdetmény megküldésének dátuma: 02/06/2026 06:05:45 (UTC+00:00) Nyugat-európai idő,
GMT

Azok a nyelvek, amelyeken ez a hirdetmény hivatalosan elérhető: francia

A hirdetmény közzétételi száma: 378896-2026

HL S kiadás száma: 105/2026

A közzététel dátuma: 03/06/2026